



Atelier de restitution sur la conférence
de Bruxelles “Ensemble pour le Renouveau du Mali”

Bilan du Plan pour la Relance Durable du Mali PRED (2013-2014)

Présenté par le Président du SHA
Mamadou A. DEMBELE

Aout 2015, Bamako

Plan de présentation

- **Contexte**
- **Rappel des principaux engagements**
- **Constatations d'ordre général**
- **Constatations par priorités**
- **recommandations**
- **Conclusion**

Contexte

- Le Mali a été dès le début de l'année 2012, le théâtre de l'une des plus graves crises depuis son accession à l'indépendance en 1960. En effet, les attaques armées déclenchées le 17 janvier 2012 par les terroristes et conjuguées avec le coup d'Etat du 22 mars 2012 ont plongé le pays dans une situation de crise politique, sociale, institutionnelle, sécuritaire et économique sans précédent.
- Pour sa sortie de crise et la relance de l'économie nationale, le Gouvernement de Transition du Mali a élaboré le "Plan de Relance Durable" qui a été le support de la Conférence internationale « **Ensemble pour le Renouveau du Mali** » tenue le **15 mai 2013** à **Bruxelles**.

Rappel des principaux engagements

Le PRED est structuré en 12 priorités:

-Paix et Sécurité, Urgence Humanitaire, Elections, Gouvernance (décentralisation et réforme de l'Etat), Justice et Lutte Anti-corruption, Gestion des Finances Publiques, Relance économique, Education, Santé, Culture, Genre, Environnement et Eau.

-Coût estimé de mise en œuvre du PRED = **2 849 Mrds**, dont 1 562 Mds financé sur les ressources internes de l'Etat, et un besoin de financement extérieur de **1 286 Mrds**.

A Bruxelles le 15 Mai 2013, le montant total des annonces faites par 55 Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et Institutions pour la mise en œuvre du PRED, a été de 3,285 Mrds d'euros, soit environ 2 155 Mds de FCFA.

Rappel des principaux engagements_(suite)

┌ Organisation de 5 réunions de suivis des engagements financiers:
Les deux parties Gouvernement et PTF ont convenu de faire un suivi rigoureux du PRED à travers des réunions internationales de Haut niveau, alternativement à Bamako et à l'extérieur. Il s'est tenu ainsi les réunions suivantes:

- 7 novembre 2013, Bamako,
- 5 février 2014 , Bruxelles,
- 15 mai 2014, Bamako,
- 30 septembre 2014, Paris,
- 17 février 2015 à Bamako.

┌ Objectifs de ces réunions:

Pour toutes ces réunions, il s'agit pour le gouvernement et ses PTF de faire un exercice de redevabilité mutuelle en présentant le bilan des principales actions et réformes mises en œuvre dans le cadre du PRED et en faisant le suivi des engagements et des décaissements financiers des partenaires techniques et financiers par instrument et par secteur .

Constatations générales

- Annonces totales: 2 155 Mrds de FCFA, dont 1 965 Mds de la part de 29 partenaires techniques et financiers qui font l'objet d'un suivi régulier, soit 91% du total.
- Engagements (Accords/Conventions signés): 1 857 Mds de FCFA, soit 86% des annonces totales, et 95% des annonces des 29 principaux PTF. $\frac{1}{4}$ de prêts, $\frac{3}{4}$ de dons.
- Décaissements: **1 426** Mrds de FCA, soit $\frac{2}{3}$ (66,2%) des annonces totales et près des $\frac{3}{4}$ des annonces des 29 principaux PTF.

Constatations par priorités

Analyse des décaissements par rapports aux besoins exprimés:

- Globalement, le PRED a été financé par les partenaires techniques et financiers au delà des besoins exprimés. Toutefois, des gaps de financements pour certains secteurs apparaissent.
- Le montant total des décaissements sur la période 2013-2014 des principaux PTFs qui font l'objet d'un suivi régulier représente 111% des besoins qui avaient été exprimés dans la présentation du PRED.
- Toutefois, certains secteurs ont été sous-financés (Gouvernance 62%, Justice 6%, Gestion des finances publiques 24%, Education 54%, Culture14%, Genre12%).
- D'autres secteurs ont par ailleurs bénéficié d'un montant largement supérieur aux besoins exprimés: Paix et Sécurité 240%, Urgences Humanitaire710%, Elections 162%, Relance économique 160%, Santé 207%, Environnement et Eau 122%). (confère le tableau de financement par priorité suivant)

Priorités stratégiques du PRED	Besoin de financement extérieur (prévu dans le PRED)	Décaissements des PTF en Mds de FCFA.	% de décaissement par rapport aux besoins
1. Paix et Sécurité	111,3	266,6	240%
2. Urgences humanitaires	40	283,9	710%
3. Elections	25	40,6	162%
4. Gouvernance	69,9	43,0	62%
5. Justice et lutte anti corruption	37,2	2,2	6%
6. Gestion des finances publiques	10	2,4	24%
7. Relance économique	100	159,9	160%
8. Education	85	46	54%
9. Santé	85	175,6	207%
10. Culture	10	1,4	14%
11. Genre	40	4,9	12%
12. Environnement et Eau	45	55	122%
13. Autres	628	343,9	55%
Total	1286,4	1425,8	111%

Constatations par priorité (suite)

Etat de mise en œuvre des Engagements du Gouvernement:

- En matière de paix et de sécurité, de grand progrès ont été réalisés. Cependant, des parties du territoire, en particulier dans la région de Kidal, demeurent toujours sous le contrôle des groupes armés et l'insécurité continue d'être une préoccupation importante, dans les régions de Gao, Tombouctou, Mopti et Ségou. Au moment de l'évaluation, le pays était dans l'attente des résultats des négociations d'Alger pour parachever la paix et la sécurité sur toute l'étendue du territoire.
- Des progrès importants ont été réalisés dans le redéploiement de l'administration sur l'ensemble du territoire. Cependant le retour n'est pas effectif dans toutes les régions du Nord.

Constatations par prioritaire_(suite)

- Le retour volontaire des déplacées internes a connu beaucoup de succès: le nombre des déplacés internes est passé de 353 455 personnes en juillet 2013 à seulement 86 026 en janvier 2015 (soit 24,34%). Par contre, celui des réfugiés dans les pays voisins est encore très élevé (118 430 sur 143 265, soit 82,66%). En outre, l'accès à des activités rémunératrices et à des services de micro-finance n'a pas enregistré de réalisations importantes.
- Les assises sur la décentralisation se sont tenues. Cependant le processus d'approfondissement de la décentralisation a été contrarié par l'insécurité persistante dans les régions du Nord.
- En matière de lutte contre la corruption et la délinquance financière, le Mali dispose désormais d'une **loi sur la prévention et la répression de l'enrichissement illicite** (Loi n° 2014-015 du 27 mai 2014).

Constatations par prioritaire(suite)

- **Le développement rural a bénéficié** d'un soutien accru (126 Mrds de F CFA) en termes d'augmentation de la production et de la productivité Agricoles et d'amélioration du cadre et des conditions de vie en milieu rural.
- Les activités concernant les grands projets structurants, les mesures supplémentaires pour appuyer le développement rural, la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et les filières d'exportation n'ont pas enregistré de réalisations significatives.

Constatations par prioritaire(suite)

- L'accès aux services de santé de base a connu de nombreuses réalisations, notamment en ce qui concerne la réhabilitation et l'équipement des bâtiments endommagés, le retour du personnel de santé dans les régions du Nord, et la disponibilité des médicaments et consommables. Toutefois, dans la mise en œuvre des activités prévues, très peu de réalisations ont concerné la lutte contre le VIH/SIDA et l'accès aux services de santé de la reproduction y compris de planification familiale.
- Dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire, de grandes réalisations ont été effectuées notamment dans la reconstruction et l'équipement du tissu scolaire dans les régions du Nord (à l'exception de Kidal) et dans la réhabilitation des infrastructures scolaires de façon générale. Toutefois, très peu de réalisations ont concerné l'enseignement supérieur dans le cadre des activités prévues par le PRED.

Prévisions 2015

┌ Les prévisions de décaissement de 14 partenaires techniques et financiers (sur les 29) est de 332 milliards.

Recommandations

Quelques recommandations proposées par le Consultant en charge de l'évaluation du PRED:

Au plan politique et sécuritaire :

- Rétablir rapidement l'autorité de l'Etat et la sécurité sur toute l'étendue du territoire et aboutir la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS);
- Accélérer la mise en œuvre de la décentralisation.

Au plan de la lutte contre la corruption et l'impunité :

- Procéder à l'application stricte de la loi sur l'enrichissement illicite ;
- Lutter vigoureusement contre l'impunité ;

Recommandations (suite)

Au plan économique et financier :

- Renforcer la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion publique;
- Accroître la redevabilité de l'Etat et de ces partenaires dans l'assistance ;
- Procéder à la rationalisation et au renforcement des capacités des structures de contrôle ;
- Mettre en place un dispositif rigoureux de suivi des ONG ;
- Elargir l'assiette et le recouvrement en vue d'améliorer la pression fiscale.

Recommandations (suite)

Au plan social et environnemental :

- Poursuivre la mise en place des plateformes multifonctionnelles et procéder à l'alimentation du Fonds d'appui à l'autonomisation des femmes et à l'épanouissement de l'enfant (FAFE) ;
- Accroître la formation technique et professionnelle pour promouvoir l'emploi des jeunes ;
- Promouvoir un développement durable respectueux de l'environnement à travers l'institutionnalisation de l'Evaluation Environnement Stratégique (EES).

Recommandations (suite)

Nouveau cadre institutionnel de coopération proposé :

- Procéder à la finalisation d'un cadre institutionnel de référence fusionnant le PAG, le CSCRP et le PRED avant l'adoption de la SCAP II ;
- Ce cadre que nous dénommons **CASEM (Cadre Stratégique pour l'Émergence du Mali)** aura des objectifs et des stratégies pour une émergence du Mali à moyen terme et aussi un cadre de résultats précis ;
- Mettre en place un système de suivi régulier par les différents acteurs de ce nouveau cadre à l'image du PRED, avec toutefois un rythme semestriel de suivi au lieu de trimestriel ;
- Procéder à l'alimentation du Fonds d'appui à l'autonomisation des femmes et à l'épanouissement de l'enfant (FAFE) ;
- Accélérer la finalisation et la mise en œuvre de la SCAP 2.

Conclusion

Le Mali a bénéficié d'un élan de solidarité de la communauté internationale à travers les annonces lors de la conférence de Bruxelles. En outre, ces efforts se sont concrétisés dans la mise œuvre des différents engagements du PRED.

Toutefois, Il ya lieu de signaler que la mise en œuvre du PRED a été fortement marqué par des difficultés tant d'ordre conjoncturel (Insécurité persistante dans les Régions du Nord, problème latent de gouvernance, etc.), que structurel (lourdeur des procédures du côté de l'Administration et des PTF, faiblesse de la capacité d'absorption de l'Etat, faible coordination dans la gestion des dossiers de projets de développement, etc.).

La revue du cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté offrira l'occasion de voir concrètement les effets des différentes mesures sur les indicateurs socio-économiques de développement.

Conclusion (suite et fin)

La conclusion d'un accord de paix à Alger et l'élaboration d'un référentiel unique favoriseront sans nul doute la conception d'une stratégie efficace de développement qui tient compte du contexte actuel. Il en est de même que l'adoption par le Gouvernement et ses partenaires de la Stratégie Commune d'Accompagnement pays, phase 2 qui pourrait favoriser en outre une plus grande harmonisation des interventions, non seulement au sein des PTF, mais aussi entre les PTF et le Gouvernement.

Merci de votre attention